

Performance financière dans les PME du district de Bamako sous les sanctions de la CEDEAO

Financial performance in SMEs in Bamako district under ECOWAS sanctions

Bakary KONE

Enseignant chercheur

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG)

Université des Sciences Sociale et de Gestion (USSGB)

Centre Universitaire en Recherche Economique et Sociale (CURES) Mali

konebakary939@gmail.com

Soboua THERA

Enseignant chercheur

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG)

Université des Sciences Sociale et de Gestion (USSGB)

Centre Universitaire en Recherche Economique et Sociale (CURES) Mali

soboua_th@yahoo.com

Amadou HAÏDARA

Enseignant chercheur

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG)

Université des Sciences Sociale et de Gestion (USSGB)

Centre Universitaire en Recherche Economique et Sociale (CURES) Mali

haidara3@gmail.com

Date de soumission : 10/04/2022

Date d'acceptation : 29/05/2022

Pour citer cet article :

KONE B. et al. (2022) «Performance financière dans les PME du district de Bamako sous les sanctions de la CEDEAO», Revue Internationale du Chercheur «Volume 3 : Numéro 2» pp : 734 - 745

Résumé

L'objectif de ce papier est d'analyser la performance financière des PME du district de Bamako sous les sanctions de la CEDEAO. Pour ce faire, un entretien semi-directif a été conduit auprès de 12 responsables financiers des PME du district de Bamako. Ces entretiens nous ont permis de comprendre le concept de la performance financière chez les PME et de détecter les facteurs qui sont à l'origine de cette performance. Puis à partir des données d'un questionnaire issues 90 PME, les résultats de nos tests de régressions montrent que la hausse des prix des produits, la baisse du chiffre d'affaires, et le mauvais climat social dans les PME, conséquences des sanctions de la CEDEAO, influencent négativement la performance financière des PME du district de Bamako. Ces effets négatifs sur la performance attestent que les PME souffrent des sanctions prises par la CEDEAO contre le Mali.

Mots clés : Performance financière, PME, CEDEAO, Sanctions, Mali.

Abstract

The objective of this paper is to analyze the financial performance of SMEs in the district of Bamako under ECOWAS sanctions. To do this, a semi-structured interview was conducted with 12 financial managers of SMEs in the district of Bamako. These interviews allowed us to understand the concept of financial performance in SMEs and to detect the factors that are at the origin of this performance. Then, using data from a questionnaire from 90 SMEs, the results of our regression tests show that the rise in product prices, the drop in turnover, and the poor social climate in SMEs, consequences of ECOWAS, negatively influence the financial performance of SMEs in the district of Bamako. These negative effects on performance show that SMEs are suffering from the sanctions imposed by ECOWAS against Mali.

Keywords : Financial performance, SMEs, ECOWAS, Sanctions, Mali.

Introduction

Après la fin de la deuxième guerre mondiale, on assiste à une vague de création des organisations internationales et à un élargissement du champ des relations plurilatéral et multilatérales. L'Afrique de l'ouest n'est pas restée en marge de ce phénomène. Les ex colonies francophones se sont retrouvés dans une Union Economique et Monétaire Ouest Africain (UEMOA). En effet, les chefs des états africains d'Afrique de l'ouest, voyant la nécessité d'une intégration des trois communautés linguistiques francophone, anglophone et lusophone, ont pensé et créé la Communauté des états de l'Afrique de l'ouest en 1975. La Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est le pilier phare sur lequel se fonde le processus d'intégration, tel que prônée dans les dispositions du traité d'Abuja. Elle regroupe un ensemble des 15 pays et vise à pousser la coopération et l'intégration dans les domaines économiques, sociaux et culturels. Cette intégration est supposée être atteinte au terme d'un processus devant conduire, en définitive, à une union économique et monétaire, par l'intégration complète des économies nationales de ses pays membres, l'accroissement du niveau de vie et la consolidation de la stabilité économique. Elle est en phase de réalisation de l'union douanière avec l'entrée en vigueur du Tarif Extérieur Commun (TEC) en janvier 2015. Ce bloc de pays qui regroupe les pays de l'Afrique de l'ouest est l'endroit où les indicateurs de développement humain sont les plus bas du monde. En 2013, treize (13) des pays de la CEDEAO sont enregistrés par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) comme ayant un faible niveau d'IDH (Indice de Développement Humain). Autrement dit, 60% de la population des pays vit avec moins d'un dollar par jour. Enclavé au cœur du Sahel, le commerce malien dépend grandement des ports ivoiriens et sénégalais, deux pays de la CEDEAO avec lesquels le Mali ne peut plus échanger suite aux sanctions économiques. Ces sanctions adoptées ne concernent pas les produits de premières nécessités, et devraient donc avoir un impact limité sur le panier du consommateur malien. Au mois de février 2022 au Mali, suite aux sanctions économiques de la CEDEAO le 09 janvier 2022, les enseignants chercheurs des différentes universités publiques se sont réunis en vue de trouver une solution optimale aux sanctions économiques de la CEDEAO.

Dans le souci d'une relance des activités économiques, le gouvernement malien, suivant les dispositions prises par le décret n° 2018-0473/PM-RM du 28 mai 2018 portant promotion des PME, a mis un accent particulier sur l'initiative privée tout en engageant les agents économiques à entreprendre davantage. C'est dans cette perspective que les PME constituent un soutien

incontestable pour l'activité économique du pays. Les PME contribuent de façon significative au PIB (Produit Intérieur Brut) de l'économie africaine¹. En effet, les PME africaines représentent 90% des sociétés privées, et contribuent au PIB à hauteur d'au plus 30% contre 60% dans les pays développés. Elles concourent énormément au développement des échanges ainsi qu'à la création de nouveaux emplois.

Un problème fondamental des PME maliennes demeure celui du manque de formation. En effet, les structures de formation sont inadéquates, avec un niveau très bas du capital investi, suivi du manque de mécanisation dans le secteur agricole, et un fort taux d'utilisation de la main d'œuvre. En outre, la conjoncture économique du pays défavorise certaines PME du pays. C'est le cas des vendeurs de ciments qui constatent une baisse de leur chiffre d'affaires pendant les mois de sanctions.

Cet article a pour objectif d'analyser la performance financière des PME du district de Bamako dans un contexte de sanctions de la CEDEAO. **Les sanctions de la CEDEAO ont-ils un effet sur la performance financière des PME du district de Bamako ?**

Le présent article effectue, d'abord, une revue de la littérature sur le concept de performance financière et les conséquences des sanctions. Ensuite, les principaux résultats sont mis en exergue et discutés.

1. Revue de la littérature

Khalife et De Montmorillon (2018) ont démontré que la bonne gestion financière est un facteur explicatif de la performance financière. Ils ont démontré que 90% des dirigeants libanais essaient de se protéger par la disponibilité de liquidité. Cette dernière permet à ces dirigeants de faire face aux charges de personnel et d'autres frais de fonctionnement.

Gasse (1989) a effectué une étude auprès de 47 PME canadiennes pour identifier les meilleures pratiques de gestion financière agissant sur la performance des PME. Les auteurs soulignent que 47% des entrepreneurs contrôlent leurs liquidités et considèrent cette pratique de gestion financière comme étant une activité capitale pour le succès de l'entreprise. En outre, les résultats montrent que parmi les PME les plus performantes, 13% des entreprises ont recours à la planification financière et budgétaire à long terme par rapport à 7% pour les entreprises les moins performantes.

¹ Le rôle essentiel des PME dans l'essor des économies africaines, www.groupecofina.com

Sall (2013) a fait une étude sur 407 PME au Sénégal durant la période 1998-2006. Ses résultats révèlent que la compétitivité financière des PME est liée aux variables de masse salariale, de composition des actifs, de l'effort d'investissement varient en fonction de la taille et du secteur d'activité des PME.

Les enquêtes régulières de la banque mondiale (2008) attribuent le manque de performance des PME des pays à faible revenu à leur faible accès au marché de crédit. Ces enquêtes permettent de constater que 76% des entreprises des pays en développement n'ont pas accès au crédit bancaire. Il faut noter, en effet, que le principal problème qui freine l'accès au financement des PME par les banques est dû aux asymétries d'information. Les travaux de George Akerloff (1970) furent parmi les premiers à soulever ces imperfections en utilisant l'exemple du marché des voitures d'occasion où il se pose un problème de sélection entre voitures de mauvaise ou de bonne qualité. Le problème de sélection apparaît sur le marché du crédit lorsque la banque n'est pas en mesure d'identifier avec certitude les bons et les mauvais emprunteurs. Pour pallier à ces difficultés, le prêteur est contraint d'appliquer un taux d'intérêt reflétant la qualité moyenne des emprunteurs, ce qui risque d'évincer les porteurs de bons projets du marché. Il ne restera alors sur le marché que les emprunteurs à haut risque. Face à ces imperfections du marché, les banques vont préférer rationner le crédit octroyé (Stiglitz et Weiss, 1981). Plusieurs études reconnaissent que les petites et moyennes entreprises sont beaucoup plus confrontées par les rationnements du crédit que les grandes entreprises (Berger et Udell, 1998).

Nakou et Simen (2021) ont démontré que le climat social dans l'entreprise favorise la performance organisationnelle. D'après ces auteurs, Le climat social résulte alors de la satisfaction des attentes des employés en termes de reconnaissance de la part de l'entreprise, des conditions de travail. Lorsqu'il est favorable, cela permet à l'entreprise de conserver et d'attirer de meilleurs collaborateurs, renforcer son image et assurer sa pérennité sociale et économique.

Selon Adams (1963) un climat social favorable participe à l'amélioration de l'engagement organisationnel et l'implication des collaborateurs dans leur travail, ce qui augmente la capacité de l'organisation à répondre aux attentes de ses parties prenantes et donc le maintien d'une bonne notoriété sur le marché.

Par ailleurs, suite au coup d'état d'aout 2021, les chefs d'Etats de la CEDEAO ont pris des mesures urgentes contre le Mali en janvier 2022 :

- Fermeture des frontières terrestres et aériennes ;

- Suspension de toutes aides financières et des transactions commerciales sauf les produits de première nécessité ;
- Gel des avoirs du Mali dans les banques centrales et commerciales de la CEDEAO.

Les principales conséquences de ces mesures prises ont été entre autre :

- Difficulté financière par rapport aux paiements des salaires ;
- Hausse des prix des produits concernés par les sanctions ;
- Instauration d'un mauvais climat social dans les entreprises au Mali ;
- Asphyxie financière du pouvoir pour peser sur le fonctionnement de l'Etat ;
- Empêchement des investissements directs étrangers dans le pays ;
- Baisse du chiffre d'affaires des entreprises implantées au Mali.

Selon Koné et *al.* (2022), les sanctions de la CEDEAO viseraient à isoler le Mali sur la scène internationale, à fragiliser son économie et à créer ainsi les conditions d'une pression interne des maliens sur leurs dirigeants, en plus de celle exercée par les principaux partenaires diplomatiques du pays.

Diallo (2022) soutient que le Mali doit créer sa propre monnaie pour trouver une solution optimale aux sanctions économiques de la CEDEAO, lors du séminaire des chercheurs maliens portant sur la thématique « contribution des universités pour des pistes de résiliences contre les sanctions de la CEDEAO ». Dans le cadre de ce même séminaire, Diamoutene (2022) a démontré à travers les informations chiffrées que les sanctions économiques ont un double effet c'est-à-dire sur l'économie du Mali mais aussi sur l'économie de certains pays de la sous-région comme la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Par exemple, la Côte d'Ivoire, pays membre de la CEDEAO, entretient d'importantes relations commerciales avec le Mali. Ce pays enregistre d'énormes pertes sur les secteurs comme le bétail, les transports routiers, le transit.

2. Méthodologie de l'étude

Afin de répondre à notre problématique, nous avons adopté une approche méthodologique mixte par le recours à des entretiens semis-directifs et à des enquêtes par questionnaire. Un tel choix est justifié par la rareté des études sur notre problématique et par la difficulté d'avoir des informations complètes et fiables sur les PME. Nos entretiens s'inscrivent dans un cadre purement exploratoire. Ils avaient pour but d'appréhender le concept de performance par les PME, et d'identifier les principales conséquences des sanctions prises par la CEDEAO contre le Mali. C'est dans ce cadre que trois principales conséquences ont été identifiées à savoir la

hausse des prix des produits de premières nécessités, la baisse du chiffre d'affaires des PME, et l'engendrement d'un mauvais climat social au sein des PME (retard de paiements, diminution des salaires, réduction des salariés, etc.). Les entretiens ont été menés sur les lieux de travail auprès douze (12) promoteurs ou responsables financiers de PME choisis équitablement dans chaque commune de la capitale du Mali, Bamako. La sélection de ces répondants à l'étude était guidée par leur disponibilité et leur volonté de participer à l'enquête. Toutefois, nous avons tenu à respecter le critère de représentativité de chaque commune dans l'enquête. En moyenne, les entretiens ont duré 60 minutes, et ont été analysés sur la base de l'analyse thématique de contenu.

Ensuite, nous avons administré un questionnaire à un échantillon par convenance de 120 PME du district de Bamako. Cependant après le recueil des dits questionnaires, 30 ont été exclus pour raison de non réponses à certaines questions, et de manques de données financières capitales pour l'analyse de régression. Ainsi, l'échantillon final est constitué de 90 PME dont 14 PME de type SA représentant 15,6% de l'échantillon, 46 PME de type entreprise individuelle, représentant 51,1% de l'échantillon et 40 PME de type SARL représentant 44,4% de l'échantillon. La répartition de PME enquêtées est indiquée dans le tableau N°1 ci-dessous.

Tableau N°1 : Répartition des PME enquêtées

Localisation de la PME	Effectif total	Effectif des PME de statut SA	Effectif des PME de statut SARL	Effectif des PME de statut Individuelles
Commune I	11	5	4	2
Commune II	40	4	10	26
Commune III	15	2	7	6
Commune IV	10	1	5	4
Commune V	12	1	8	3
Commune VI	12	1	6	5
TOTAL	90	14	40	46

Source : Auteurs

Pour des fins d'analyse de données du questionnaire, nous avons utilisé le test de khi-deux de Pearson² et la régression linéaire multiple. Notre étude a permis de retenir trois variables

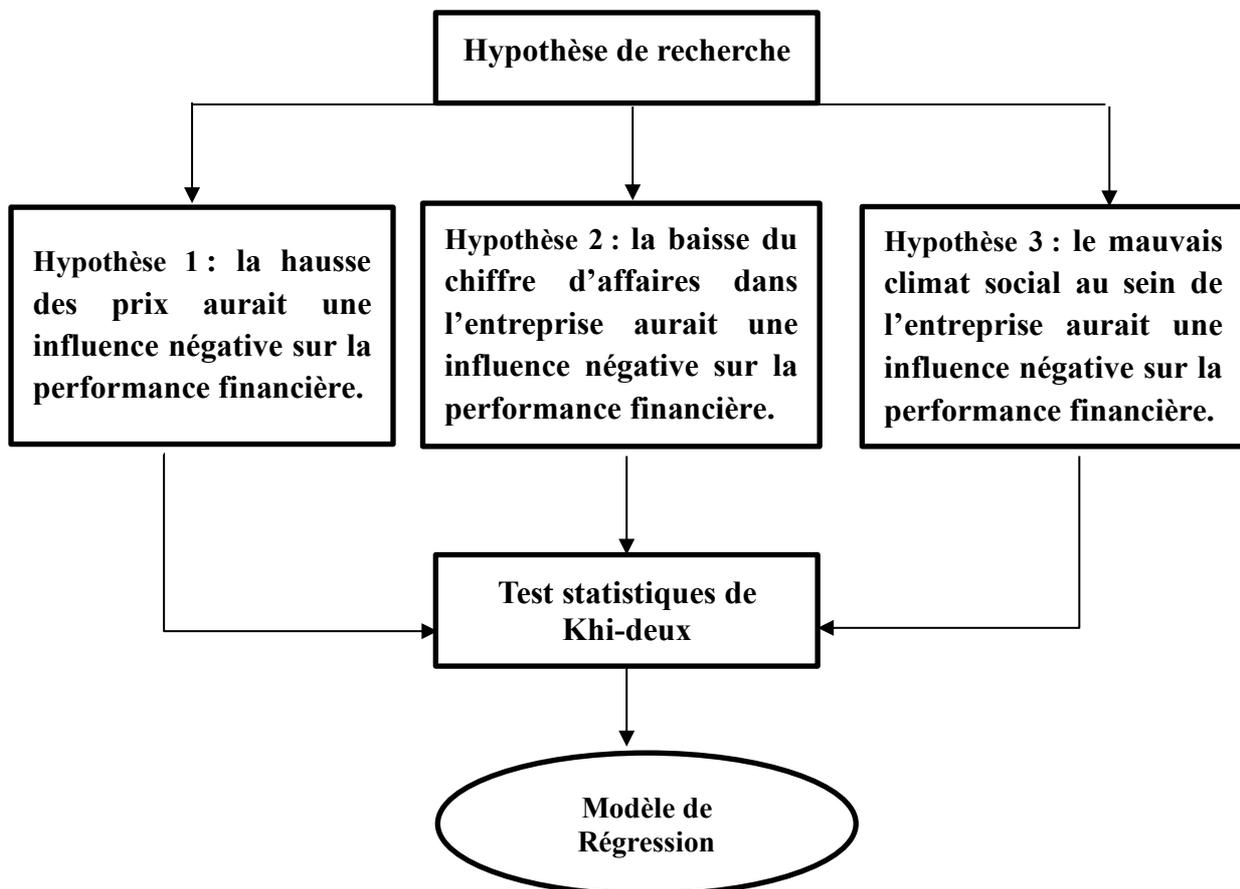
² Si l'hypothèse nulle est vraie (*p-value* de la valeur du khi-deux supérieure à 5%), on déduit qu'il n'existe pas de relation entre les variables.

indépendantes et une variable dépendante. Les variables indépendantes sont : la hausse des prix (HDP), la baisse du chiffre d'affaires (BCA), et le mauvais climat social (MCS). Elles ont été mesurées chacune par une variable binaire prenant la valeur 1 en cas d'effet négatif de la variable (oui) et 0 sinon (non). La variable dépendante, la performance financière (PF), a été mesurée par la rentabilité des capitaux propres. Le modèle à régressé se présente ainsi :

$$PF = \beta_0 + \beta_1 HDP_i + \beta_2 BCA_i + \beta_3 MCS_i + \theta_i$$

β_0 la constante du modèle, θ_i le terme d'erreur, les paramètres $\beta_1, \beta_2,$ et β_3 mesurent les variations de la performance financière par rapport aux différentes variables indépendantes.

Figure N°1 : Modèle de recherche utilisé



Source : Auteurs

3. Résultats et discussions

Dans cette partie de la recherche, les résultats obtenus sont d'abord présentés dans les tableaux de contingence mettent en relation la variable dépendante et les variables indépendantes ainsi que les tests de khi-deux associés. Ensuite, les résultats des analyses de régression sont présentés dans un autre tableau pour évaluer la performance financière des PME enquêtées dans un contexte de sanctions de la CEDEAO.

Tableau N°2 : Tableau de contingence hausse des prix vs PF et résultat des tests de khi-deux

Effet de la hausse des prix	Performance financière (PF)		Total	Statistiques de khi-deux
	Oui	Non		
<i>Effet positif</i>	0	5	5	<ul style="list-style-type: none"> • Khi-2 = 10, 159 • ddl = 4 • N = 90 • p-value = 0,00161
<i>Effet neutre</i>	1	0	1	
<i>Effet négatif</i>	60	5	65	
<i>Effet ambigu</i>	8	2	10	
<i>Aucun constat</i>	5	4	9	
Total	74	16	90	

Source : Auteurs

D'après le tableau N°2, 60%, soit le pourcentage le plus élevé, des responsables financiers de PME du district de Bamako affirment que la hausse des prix des produits a un effet négatif sur les résultats et les performances de l'entreprise. Le résultat du test de khi-deux de la relation hausse des prix et la performance financière est pas significatif au seuil de 1%.

Tableau N°3 : Tableau de contingence baisse du chiffre d'affaires vs performance financière et résultat des tests de khi-deux

Effet de la baisse du chiffre d'affaires	Performance financière (PF)		Total	Statistiques de khi-deux
	Oui	Non		
<i>Effet positif</i>	50	5	55	<ul style="list-style-type: none"> • Khi-2 = 2, 172 • ddl = 4 • N = 90 • p-value = 0.0423
<i>Effet neutre</i>	1	1	2	
<i>Effet négatif</i>	1	2	3	
<i>Effet ambigu</i>	16	5	21	
<i>Aucun constat</i>	5	4	9	
Total	73	17	90	

Source : Auteurs

D'après le tableau N°2, 50%, soit le pourcentage le plus élevé, des responsables financiers des PME affirment qu'une baisse du chiffre d'affaires a un effet positif sur les résultats et les performances de l'entreprise. Le résultat du test de khi-deux de la relation baisse du chiffre d'affaires et performance financière est significative au seuil de 5 % ($p - value = 0,0423$).

Tableau N°4 : Tableau de contingence climat social dans l'entreprise vs performance financière et résultat des tests de khi-deux

Effet du climat social dans l'entreprise	Performance financière		Total	Statistiques de khi-deux
	Oui	Non		
<i>Oui</i>	65	10	75	<ul style="list-style-type: none"> • Khi-2 = 13,104 • ddl = 1 • N = 90 • <i>p-value</i> = 0.05018
<i>Non</i>	10	5	15	
Total	75	15	90	

Source : Auteurs

D'après le tableau N°4, sur 90 PME, 75 responsables financiers des PME ont indiqué que le climat social dans l'entreprise défavorise sans doute l'amélioration de la performance des entreprises. Tandis que 15 responsables financiers pensent le contraire. Le résultat du test de khi-deux de la relation entre le climat social dans l'entreprise et la performance financière est significatif aussi au seuil de 5% ($p - value = 0,05018$).

Tableau N°5: Résultats de l'analyse de régression

Variabes	Coefficient	Std.Error	t-Statistic	P-value
Hausse des prix (HDP)	-5,14702***	1,04872	-0,04452	0.00711
Baisse du chiffre d'affaires (BCA)	-3,31645**	0,01805	- 0,3845	0,03180
Mauvais climat social (MCS)	-0,45701***	0,060900	-3,6901	0,00443

Source : Auteurs à partir de SPSS ***,** Significativité au seuil de 1% et 5%

D'après les résultats de régression présentés ci-haut (tableau N°5), une relation négative et significative se dessine entre la hausse des prix (HDP) et la rentabilité des capitaux propres des PME échantillonnées. En effet, les PME affirment que les prix des produits vendus sont en augmentation depuis les sanctions de la CEDEAO. Cette flambée des prix a réduit le pouvoir d'achat des ménages, notamment des ménages les plus vulnérables. Il en résulte une baisse de la demande sur les marchés.

La baisse du chiffre d'affaires est significative et agit négativement sur la performance financière des PME échantillonnées. Le volume du chiffre d'affaires est un bon indicateur de la compétitivité financière, par contre, les responsables financiers de PME affirment que les sanctions ont entraîné une véritable mévente sur le marché.

Le mauvais climat social dans l'entreprise est également significatif et influence de façon négative la performance des PME enquêtées. Ce qui montre que le succès d'une entreprise passe aussi par l'instauration d'un bon climat social au sein de l'entreprise. Cependant, les PME enquêtées affirment que ce climat social est véritable affecté à cause des sanctions infligées par la CEDEAO. Les employés ne sont plus satisfaits en effet de leur condition de travail et des décisions prises par leur employeur.

Conclusion

La présente recherche avait pour objectif d'analyser la performance financière dans les PME du district de Bamako sous les sanctions de la CEDEAO. Il s'agit d'une recherche dont la démarche méthodologique était mixte. Pour ce faire, nous avons mené une recherche exploratoire par entretien suivie d'une enquête par questionnaire. Les résultats trouvés indiquent que les conséquences des sanctions de la CEDEAO (hausse des prix des produits, baisse du chiffre d'affaires, et le mauvais climat social dans les PME) ont une influence significative et négative sur la performance financière des PME interrogées. Ces résultats impliquent que le Mali a intérêt à trouver des solutions idoines dans un bref délai contre les sanctions de la CEDEAO afin d'éviter une probable fermeture de la catégorie d'entreprise la plus importante du pays à savoir les PME.

En raison de la complexité du sujet abordé et par principe de confidentialité des informations financières, nous n'avons pas pu aborder tous les déterminants de la performance financière sous sanctions de la CEDEAO. D'autre part, les travaux futurs s'attèleront à évaluer les effets des sanctions prises par la CEDEAO sur un échantillon plus important de PME, et en recourant à d'autres mesures plus précises de la performance des PME.



BIBLIOGRAPHIE

Coulibaly, A. (2019). Gestion des coûts et performance des entreprises du district de Bamako. *Revue des sciences et de technologie*, 4 (2), 48-74.

Adams, J. Stacy (1963). Toward an Understanding of Inequity. *Journal of Abnormal and Social Psychology*, 67 (5), 422-436.

Berger, A. & Udell, G. (1998). The economics of small business finance: the roles of private equity and debt markets in the financial growth cycle. *Journal of Banking and Finance*, n°22, 613-673.

Khalife, E. & De Montmorillon, B. (2018). Les pratiques de gestion des dirigeant des PME dans un contexte turbulent : cas du Liban. *Revue internationale PME*, 31 (3-4).

Gasse, Y. (1989). L'utilisation de diverses techniques et pratiques de gestion dans les PME. *Revue PMO*, 4(1), 3-11.

George, A. (1970). The market for « Lemons : Quality Uncertainty and the Market Mechanism. *Quarterly Journal of Economics*, 84 (3), 488-500.

Grablowsky, B-J. (1976). Mismanagement of accounts receivable by small business. *Journal of Small Business*, 14 (4), 23-28.

Nakou, Z. & Simen, S-F. (2021). Climat social et implication au travail des employés temporaires dans les très petites entreprises béninoises : étude exploratoire. *Communication, Résistance au Changement et Spécificité du bien-être*, Agadir, Maroc, Avril.

Sall, M-B. (2013). Déterminants de la compétitive financière des PME sénégalaise. *Journal of Codesria*, vol.38, 51-79.

Stiglitz, J.E. & Weiss, A. (1981). Credit Rationing in Markets with Imperfect Information. *American Economic Review*, 71 (3), 394-410.

Peel, N-W. & Howorth, C. (2000). Late payment and credit management in the small firm sector. *International Small Business journal*, 14 (2), 52-68.